

Aujourd'hui, nouvelle occupation devant l'agence Chronopost d'Alfortville par des postiers sans-papiers. Pourquoi ?



RSI-Gennevilliers, DPD Coudray, la révolte des travailleurs Sans-papiers

Le 22 octobre, une soixantaine d'intérimaires Sans-papiers de RSI, travaillant dans le Bâtiment, se sont mis en grève et ont occupé l'agence du boulevard Magenta. Évacués par la police, ils se sont transportés à Gennevilliers et, depuis le 8 novembre, ils tiennent un piquet devant le siège de RSI. Ils protestent contre les conditions de travail désastreuses, les dépassements d'heures non payés, les erreurs sur les feuilles de paye, la maltraitance par les chefs de chantiers... Ils demandent leur régularisation.

Le 15 novembre, **des dizaines de travailleurs de l'agence DPD du Coudray-Montceaux, en Essonne (91)**, se sont mis en grève pour exiger de l'employeur les documents permettant leur régularisation et l'obtention de titres de séjour. Ces travailleurs triment depuis de mois ou des années dans ce bagne, perdu en grande banlieue et isolé de tout, à traiter l'acheminement des colis. **Ce ne sont pas les premières révoltes de travailleurs Sans-papiers.**



Il y a bientôt deux ans, la lutte de Chronopost à Alfortville

Pendant 7 mois, de juin 2019 à janvier 2020, une lutte devant l'agence Chronopost d'Alfortville, avec un piquet installé jour et nuit, avait permis d'imposer la régularisation de 27 travailleurs surexploités par cette filiale de La Poste et ses sous-traitants. Cela a permis aussi la régularisation de 46 autres travailleurs, d'autres sociétés, ayant activement participé à ce combat. Mais, à la faveur de la crise sanitaire et du confinement de mars à mai dernier, la Préfecture du Val-de-Marne est revenue sur ses engagements, annulant le suivi des dossiers des travailleurs qui ont mené cette lutte, **dont 83 ne sont toujours pas régularisés.**

Chronopost continue à surexploiter des salariés Sans-papiers, puis les licencie

Il y a deux ans, en août 2019, le Ministère du Travail avait été obligé de démarrer une enquête sur les pratiques de Chronopost et Derichebourg. À la faveur de la fin du conflit et de la crise sanitaire, **l'Etat a lui-même liquidé son enquête.** Alors la Poste a continué à surexploiter les Sans-papiers exactement de la même manière, c'est-à-dire par le moyen d'une cascade de sous-traitance à l'intérieur de l'agence. Derichebourg n'a pas été inquiété et a continué à s'occuper d'une partie du tri et de la manutention en y employant des travailleurs sans-papiers. Mais aujourd'hui affolés par la lutte de DPD Coudray, **ces piteux patrons de La Poste ont lancé, dans la précipitation à Alfortville de pseudos contrôles de « papiers », et ont mis brutalement à la porte des « sans-papiers » qu'ils ont recrutés et exploitent pourtant en toute connaissance de cause depuis plusieurs années pour certains !**

L'État organise les conditions de la surexploitation et sème la peur par ses contrôles

Deux ans après, les travailleurs sans papiers travaillent toujours pour la Poste. L'État fait des règles qui écartent de la régularisation des centaines de milliers de personnes. Et les entreprises de cet État piochent dans ce marché de la main-d'œuvre sans titre pour surexploiter **dans des conditions proches de l'esclavage.**

Il faut que ça change. Tant que de la main-d'œuvre sans titre existera, des entreprises existeront pour la surexploiter et tirer les conditions de salaires et de travail de tout le monde vers le bas. Avec ou sans titres, battons-nous donc tous ensemble pour **la régularisation globale de tous les Sans-papiers.**

Tant que ce système de sous-traitance en cascade existera, tant qu'existeront les prêts de main-d'œuvre et l'intérim, les droits de tous les salariés pourront être bafoués. Exigeons

- La réinternalisation à la Poste de la sous-traitance et la suppression de l'intérim.
- La régularisation des 83 refusés de la lutte de 2019
- La régularisation des salariés Sans-papiers que la Poste continue de surexploiter.

Et puis :

- La réouverture des guichets. La fin de l'obligation de passer par internet. La possibilité de venir chercher son rendez-vous en préfecture, pour le premier dépôt comme pour le renouvellement
- Le renouvellement par une carte de dix ans. Aujourd'hui, la carte salariée, c'est la précarité à vie. Les régularisés de la lutte Chronopost en savent quelque chose.

Venez nous soutenir devant l'agence Chronopost, 2 chemin de Villeneuve St-Georges, 94140 Alfortville, RER D Gare de Vert-de-Maison ou bien Bus 103, arrêt Val-de-Seine.